

LES NOUVELLES POLITIQUES LOCALES

Dynamiques de l'action publique

*sous la direction de
Richard Balme, Alain Faure
Albert Mabileau*

PRESSES DE SCIENCES PO

LES NOUVELLES POLITIQUES LOCALES

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Les nouvelles politiques locales : dynamiques de l'action publique / éd. sous la dir. de Richard Balme, Alain Faure, Albert Mabileau. – Paris : Presses de Sciences Po, 1999.
ISBN 2-7246-0769-4

RAMEAU : administration locale : pays de l'Union européenne
politique publique : pays de l'Union européenne

DEWEY : 352 : Administrations locales. Collectivités territoriales

Public concerné : Public motivé. 1^{er} et 2^e cycles

Le photocopillage tue le livre



Ce logo mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du « photocopillage ».

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée). Or, cette pratique s'est généralisée, provoquant une brutale baisse des ventes, au point que la possibilité même d'éditer correctement ce type d'ouvrages est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

Couverture : Emmanuel Le Ngoc

© 1999. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

LES NOUVELLES POLITIQUES LOCALES

Dynamiques de l'action publique

*sous la direction de
Richard Balme, Alain Faure
Albert Mabileau*

ISBN de la version numérique : 9782724685398

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

ONT CONTRIBUÉ À CET OUVRAGE

Marc Abélès, directeur du Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations, LAIOS-CNRS

Jean-Bernard Auby, professeur à l'Université Paris II

Richard Balme, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, CEVIPOF

Arthur Benz, professeur à l'Université Martin-Luther, Halle-Wittenberg, Institut für Politikwissenschaft

Thierry Berthet, chargé de recherche au CNRS (CERVL – Institut d'études politiques de Bordeaux)

Sylvie Biarez, directeur de recherche émérite à la FNSP (CERAT, Institut d'études politiques de Grenoble)

Olivier Borraz, chargé de recherche au CNRS (Centre de sociologie des organisations)

Didier Chabanet, Deakin Fellow (St Antony's College, Université d'Oxford)

Michelle Daran, chercheur au GREFOSS (Institut d'études politiques de Grenoble)

Jacques Donzelot, maître de conférences à l'Université Paris X

Vincent Dubois, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (GSPE)

Patrice Duran, maître de conférences à l'Université Bordeaux II, chercheur au Groupe d'analyse des politiques publiques (École normale supérieure, Cachan)

Philippe Estèbe, enseignant associé à l'Université Toulouse Le-Mirail

Alain Faure, chercheur au CNRS (CERAT – Institut d'études politiques de Grenoble)

William Genieys, chercheur associé au CEPPEL (Université Montpellier I)

- Françoise Gerbaux, chargée de recherche au CNRS (CERAT – Institut d'études politiques de Grenoble)
- Michael Goldsmith, professeur à l'Université de Salford
- Bernard Jouve, chargé de recherche à l'École nationale des Travaux publics de l'État (Laboratoire RIVES)
- Pascale Laborier, maître de conférences à l'Université Paris I
- Christian Le Bart, maître de conférences à l'Université Rennes II
- Christian Lefèvre, professeur à l'Université Paris VIII, Laboratoire Techniques, Territoires, Sociétés (LATTTS)
- Jean-Philippe Leresche, professeur assistant à l'IEPI – Université de Lausanne et IREC – École polytechnique fédérale de Lausanne
- Albert Mabileau, professeur émérite à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV, directeur de recherche au CERVL (Institut d'études politiques de Bordeaux)
- Jean-Louis Marie, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon
- Emmanuel Négrier, chargé de recherche au CNRS (CEPEL – Université Montpellier I)
- Marion Paoletti, maître de conférences à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
- Edmond Préteceille, directeur de recherche au CNRS (Cultures et Sociétés urbaines)
- Andy Smith, chargé de recherche à la FNSP (CERVL – Institut d'études politiques de Bordeaux)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. Les politiques locales changent-elles la politique ? par <i>Richard Balme</i> et <i>Alain Faure</i>	15
Du pluralisme au néo-institutionnalisme : un regard neuf sur l'action publique	16
Légitimité et temporalité : des pratiques inédites ?	28

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS SUR L'ANALYSE DE L'ACTION PUBLIQUE LOCALE

CHAPITRE 1. Incertitudes et caractère composite des gouvernements locaux en Europe, par <i>Sylvie Biarez</i>	39
Particularités et convergences	40
La gouvernance, une notion opératoire ?	45
Réseaux d'acteurs et recomposition de l'action politique.....	48
Légitimité politique et démocratie locale	52
CHAPITRE 2. Inégalités urbaines, gouvernance, domination ? Réflexions sur l'agglomération parisienne, par <i>Edmond Préteceille</i>	57
Ségrégation sociale et services urbains	58
Restructurations économiques et politiques locales	61
La transformation des structures sociales locales	63

Inégalités urbaines et consommation collective.....	67
Gouvernance, inégalités politiques et domination	72
CHAPITRE 3. Pour une sociologie des dynamiques de l'action publique locale, par <i>Olivier Borraz</i>	77
Temporalités et décalages de l'action publique.....	78
Trois dynamiques de l'action publique locale.....	84
Trois mises en forme de l'action publique locale.....	94
Conclusion.....	106
CHAPITRE 4. Échange politique territorialisé et intégration européenne, par <i>Emmanuel Négrier</i>	111
Échange politique et politiques régionales : un cadre d'analyse	114
De l'échange politique territorialisé aux relations entre niveaux d'action	122
CHAPITRE 5. Du local à l'Europe : itinéraire d'un anthropologue, par <i>Marc Abélès</i>	135

DEUXIÈME PARTIE

REGARDS EUROPÉENS SUR LA TERRITORIALISATION DES POLITIQUES

CHAPITRE 6. Local Politics in Europe, par <i>Mike Goldsmith</i>	149
Local government : European families	149
Local government : Central European developments.....	152
European integration and local government	156
The Future shape of urban politics in Europe	161
CHAPITRE 7. Des leaders en quête d'institutions territoriales : Bologne, Lyon, par <i>Bernard Jouve</i> et <i>Christian Lefèvre</i>	169
Réforme institutionnelle, action collective et entreprise politique	171
Les contextes nationaux et les controverses locales	173
L'importance de l'incrémentalisme dans le changement	176
Les stratégies d'autonomisation des entreprises politiques	182
Entrepreneurs politiques cherchent ressources désespérément.	188

CHAPITRE 8. Entre transnationalisation et néo-localisme : les diverses échelles du local. La fin de l'exception helvé- tique ? par <i>Jean-Philippe Leresche</i>	199
Le renouvellement des approches du local	200
Les nouveaux instruments du pouvoir local	205
Vers une redéfinition des enjeux locaux.....	213
CHAPITRE 9. Regional Development Policies of the Ger- man Länder, par <i>Arthur Benz</i>	221
From interregional redistribution to intraregional mobilization. Driving forces towards regionalization	222
Policy change in persisting institutions : problems of regio- nalization	227
Regionalization in a federal system	232
Regionalization in a federal system	237
CHAPITRE 10. Développement rural en Europe. Politiques publiques et territoires, par <i>Françoise Gerbaux</i>	239
La rhétorique européenne.....	241
Débats et mise en cause des logiques sectorielles.....	243
CHAPITRE 11. Le « social » dans l'institutionnalisation des politiques culturelles locales en France et en Allemagne, par <i>Vincent Dubois</i> et <i>Pascale Laborier</i>	253
Socioculturel, <i>soziokultur</i> : mobilisations sociales et innovations culturelles.....	257
L'institutionnalisation de nouvelles catégories d'action	260
La réinvention d'un rôle « social »	265

TROISIÈME PARTIE

EXPÉRIENCES NOUVELLES DU GOUVERNEMENT LOCAL

CHAPITRE 12. L'action sociale des communes ou l'inégalité en territoires, par <i>Michelle Daran</i>	273
Un social local oublié	275
Des situations communales contrastées.....	283
Une action publique incertaine.....	291

CHAPITRE 13. Doit-on parler de politiques locales de l'ethnicité ? par <i>Thierry Berthet</i>	299
Le chemin du social, une relecture des politiques migratoires	300
La tectonique des politiques publiques	305
Des compromis localisés comme politique publique.....	311
Dans l'angle mort des agendas : les classes moyennes de la migration	315
CHAPITRE 14. Réévaluer la politique de la ville, par <i>Jacques Donzelot</i> et <i>Philippe Estèbe</i>	321
Une mobilisation qui embraye mal au niveau local.....	323
Renoncer à la politique de la ville ou la réévaluer ?	335
CHAPITRE 15. La politique de la ville au défi de la participation des habitants à Vaulx-en-Velin, par <i>Didier Chabanet</i>	345
Les émeutes d'octobre 1990 au Mas du Taureau	349
L'aspiration à l'autonomie	352
La confrontation avec la municipalité	356
La fermeture du centre social.....	359
La campagne des élections municipales de juin 1995.....	360
CHAPITRE 16. Le développement local face à l'État. La genèse du « Pays cathare », par <i>William Genieys</i>	365
Les nouvelles formes de mobilisation du territoire.....	371
L'expertise entre construction imaginaire et réalité communautaire	376

QUATRIÈME PARTIE

RECHERCHES DE NOUVEAUX SAVOIR-FAIRE

CHAPITRE 17. Droit et expertise : la délicate gestion du risque juridique, par <i>Jean-Bernard Auby</i> et <i>Patrice Duran</i> ...	385
La montée du risque juridique.....	387
La gestion du risque juridique : nécessaire mais insuffisante	393
Vers une conception et une utilisation stratégiques du droit... ..	399

CHAPITRE 18. Experts européens et centralisation de la gouvernance locale, par <i>Andy Smith</i>	403
L'influence réelle mais surestimée des experts « externes »....	405
Le rôle fondamental des experts « internes ».....	409
CHAPITRE 19. Les politiques d'image : entre marketing territorial et identité locale, par <i>Christian Le Bart</i>	415
La tyrannie de l'image de marque du territoire	417
L'intérêt des élus locaux aux politiques d'image	419
Identité territoriale et marketing territorial	422
CHAPITRE 20. Les maires : communication et démocratie locale, par <i>Marion Paoletti</i>	429
L'impact de la décentralisation sur la démocratie locale : un espace de visibilité.....	433
L'adaptation aux transformations sociales et politiques : un espace investi ?	439
CHAPITRE 21. La réception des politiques publiques par les administrés : une approche cognitive, par <i>Jean-Louis Marie</i>	447
Pour une sociologie de la connaissance pratique de l'action publique.....	448
Les visées des élus et leurs limites	450
Le volontarisme des élus et le monde vécu des administrés ...	455
CONCLUSIONS. Les perspectives d'action publique autour d'un local reconsidéré, par <i>Albert Mabileau</i>	465
L'imaginaire survalorisé du local	468
L'institutionnalisation de l'action publique locale en procès..	472
Des territorialités nouvelles pour des politiques en gestation	474
INDEX.....	479

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage a pour origine un colloque organisé à Lyon, les 25 et 26 septembre 1997, par l'Association française de science politique en collaboration avec le CERIEP de l'Institut d'études politiques de Lyon et le CERAT de l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Les travaux réalisés par les groupes « Local et politique » et « Politiques publiques » de l'AFSP, qui étaient respectivement animés par Albert Mabileau et Pierre Muller, ont servi de matrice à la mise en relation des politiques publiques et de l'action locale. Le local y est considéré comme un terrain d'observation privilégié pour comprendre les transformations de l'action publique.

Nous remercions nos collègues étrangers et français qui ont bien voulu reprendre leur contribution dans cette perspective. Nous sommes aussi reconnaissants aux présidents de séance qui ont orienté les débats (Helmut Wollmann, Pierre Sadran, Henri Oberdorff, Jean-Luc Parodi), ainsi qu'aux rapporteurs de synthèse (Jean-Claude Thoenig, Jack Hayward, Guy Gilbert, Jacques Palard, Jean-Pierre Gaudin, François d'Arcy, Dominique Lorrain, Patrick Lecomte) d'avoir dégagé les grandes lignes des thèmes examinés.

Nous voulons également exprimer notre gratitude au CERIEP de Lyon et au CERAT de Grenoble qui ont apporté leur concours à la tenue et aux prolongements de cette manifestation

scientifique ; aux Instituts d'études politiques de Lyon et de Grenoble, à l'Université Louis-Lumière Lyon II, à la Commission européenne et à la ville de Lyon qui nous ont soutenus financièrement ; et plus particulièrement à Catherine Honnorat, directeur administratif de l'Association française de science politique, qui a été en outre l'artisan précieux de la publication de l'ouvrage.

Richard BALME, Alain FAURE, Albert MABILEAU

INTRODUCTION

LES POLITIQUES LOCALES CHANGENT-ELLES LA POLITIQUE ?

En matière de politiques publiques, l'analyse des systèmes locaux est longtemps apparue en France comme un champ scientifique focalisé sur les relations qui s'établissent entre les collectivités locales et l'État. Cette posture illustre une période globalement antérieure à la mise en œuvre de la décentralisation et à la signature de l'Acte unique européen, durant laquelle le « local » n'était pas vraiment perçu comme influant sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre de programmes publics autonomes. Incontestablement, la situation est aujourd'hui différente. Au gré des enquêtes empiriques françaises ou étrangères sur les politiques locales « en mouvement », des hypothèses inédites se dévoilent et dessinent progressivement de nouveaux concepts. Les controverses sur la gouvernance urbaine, sur les réseaux d'action publique, sur l'essor de la contractualisation, sur les processus de régionalisation ou encore sur le management public local offrent des ouvertures intéressantes pour envisager une action publique locale plus substantielle. Quelle contribution les collectivités territoriales apportent-elles à l'action publique à l'heure où les contraintes qui l'entourent, en particulier économiques, sont, en apparence, de moins en moins locales ? L'analyse de ces phénomènes peut-elle aider à la compréhension des mutations des formes contemporaines de gouvernement ? Peut-on aller jusqu'à dire que les politiques locales changent la politique ?

Si l'on en croit le foisonnement d'initiatives qui agite les gouvernements locaux, cette proposition mérite en tout cas d'être posée, en considérant les modes d'appréhension par les collectivités territoriales des grands enjeux collectifs contemporains : la solidarité et la cohésion sociale, le développement économique et la modernisation, l'identité et les significations des mobilisations politiques. Cet ouvrage propose d'instruire cette investigation en adoptant un questionnement en quatre temps : une lecture interdisciplinaire sur le rôle joué par les politiques locales dans le mouvement contemporain de recomposition de l'action publique ; une analyse des spécificités des politiques locales et de leurs éventuelles convergences observées à l'échelon européen ; l'étude, circonscrite cette fois au cas français, de nouveaux terrains investis par l'action publique locale et significatifs de ses capacités d'expérimentation et de leurs limites ; et enfin l'examen des nouveaux savoir-faire qui accompagnent ce mouvement en matière de management public, d'une part, et de communication politique, d'autre part.

Pour introduire ces quatre champs de réflexion (qui sollicitent le travail de vingt-six chercheurs et enseignants), nous souhaitons insister sur deux empreintes qui caractérisent, de notre point de vue, la singularité de cet ouvrage collectif. D'une part, les transformations contemporaines de l'action publique locale semblent susciter une profusion de « regards neufs », et ces questions méritent une attention particulière dans la mesure où elles interpellent directement les courants d'analyse des politiques publiques centrés sur le pluralisme et sur le néo-institutionnalisme. D'autre part, le développement des politiques locales semble associé à celui de pratiques politiques inédites, notamment lorsque la territorialisation contribue à un « brouillage » des questions de légitimité et de temporalité de l'action publique pour les élites territoriales, essentiellement régionales et urbaines.

DU PLURALISME AU NÉO-INSTITUTIONNALISME UN REGARD NEUF SUR L'ACTION PUBLIQUE

Au sens large, les politiques locales recouvrent à la fois les politiques de la ville, les politiques de transport, les politiques de développement rural, les actions localisées de protection de

l'environnement, ou les interventions des collectivités territoriales dans les domaines économiques ou sociaux. Elles sont élaborées et mises en œuvre aux niveaux communal, intercommunal, départemental ou provincial, régional, et le plus souvent en interaction avec les politiques de l'État en fonction de l'architecture institutionnelle considérée et de la dynamique qui l'anime. Elles se déploient dans des contextes sociaux et institutionnels très différenciés et mettent par conséquent en jeu des problèmes empiriques et théoriques d'une grande diversité, qu'il est nécessaire d'explicitier au préalable.

Les constructions territoriales de l'action publique

Plus précisément, les politiques locales peuvent commodément être définies comme les actions entreprises par les autorités locales pour agir sur leur environnement social ou politique. Elles se distinguent donc formellement des politiques de l'État ou des politiques internes de l'Union européenne pour se limiter aux initiatives des gouvernements locaux ou intermédiaires : municipalités, institutions d'agglomérations ou structures intercommunales, départements ou provinces, régions. En pratique, le degré de liberté de ces collectivités est limité, et à la différenciation de certains niveaux de politiques publiques (régionaux ou métropolitains) correspond, dans le même temps, leur imbrication toujours plus poussée dans l'ensemble de l'édifice institutionnel. En dépit de réformes relativement convergentes de décentralisation dans les pays occidentaux, la recherche d'une autonomie ou d'une exclusivité effective des compétences entre les institutions territoriales est plus que jamais illusoire. C'est précisément l'une des caractéristiques des politiques considérées ici que de se déployer dans un espace complexe de pluralisme institutionnel et de concurrence normative. Ces phénomènes sont poussés à leur paroxysme dans les situations fédérales avec le dualisme législatif, mais existent aussi dans les états unitaires, où les règles de mise en œuvre notamment sont toujours soumises à des tensions conflictuelles et sont renforcées, dans tous les cas, par l'intégration européenne avec la mise en œuvre des politiques communautaires. Les termes de co-administration et de co-construction des normes d'action publique désignent cette réalité.

Il en résulte deux conséquences majeures. En amont de la politique publique, l'élaboration des alternatives et les choix effectifs sont contraints négativement et positivement. Négativement, le juge administratif peut annuler la décision d'une collectivité territoriale, et la production de l'action publique doit donc incorporer des normes de rang supérieur en anticipant d'éventuelles sanctions. Dans les régimes fédéraux, le partage des compétences législatives conduit les Cours constitutionnelles à arbitrer les litiges en cas de transgression pour faire respecter les arrangements institutionnels. Positivement, la loi fait directement obligation aux collectivités dans certains domaines, par exemple en France, pour les communes en matière d'aide sociale. Les procédures contractuelles, dont l'essor récent est significatif des mutations du droit et de l'action publique, orientent aussi, par une contrainte plus incitative que tutélaire, les décisions locales, notamment en matière d'aménagement et d'équipement. L'État retrouve sans doute ici, sous une autre forme, une part de l'influence qu'il exerçait autrefois plus directement. Plus exclusivement aussi, car il est aujourd'hui rejoint dans ce rôle par l'Union européenne et en particulier par la Commission dans la mise en œuvre des politiques communautaires. Le registre de l'action publique locale est donc limité, et les répertoires qu'elle emprunte sont souvent pré-constitués.

La deuxième conséquence est relative à l'imbrication évoquée plus haut. L'interdépendance entre les niveaux d'action publique fait que l'élaboration d'une politique locale, quand on la considère d'un point de vue sectoriel, est souvent la mise en œuvre d'une politique de rang supérieur. Par exemple, la programmation locale d'un aménagement urbain correspond à la mise en œuvre d'une politique nationale de la ville, ou encore l'élaboration d'un programme régional de développement rural s'inscrit dans l'application des procédures européennes associées aux fonds structurels. Cela implique une faible spécificité des agendas locaux les uns par rapport aux autres (d'une ville à l'autre par exemple, et d'un niveau territorial à l'autre), et un manque de visibilité des séquences de programmation dont les autorités locales ne contrôlent pas les flux. Si on la compare à la représentation classique d'une politique gouvernementale, l'action locale, faiblement différenciée, tend aussi par sa complexité à se dérober au jugement public. On rencontre ici les questions de la communication et de la démocratie locale, subs-

tantiellement traitées par certaines des contributions, pour montrer que le caractère public de l'activité politique n'a rien d'intrinsèque, mais qu'il est en revanche une construction imparfaite et permanente.

Si l'étude des politiques locales révèle deux tendances majeures sur l'action publique contemporaine, ce sont, d'une part, la complexité organisationnelle de ses dispositifs, avec les difficultés que comporte son interprétation, et, d'autre part, le contraste entre la densité de cette machinerie et les apparentes faiblesses d'une citoyenneté tour à tour indifférente, écartée ou dépitée dans ses rapports aux autorités politiques. Ces éléments ne sont pas le privilège de la seule action publique locale, mais sont bien mis en évidence par son étude. À cet égard, le passage hypothétique de logiques sectorielles à des logiques territoriales dans la production de l'action publique, initiées par ses promoteurs ou interrogées par ses observateurs, est plus spécifique à cet objet d'investigation. Il répond en effet à la tension évoquée entre gouvernement et représentation, le territoire se trouvant en quelque sorte convoqué pour reconstituer le politique dans sa plénitude, en fabriquant ou en couturant le tissu des relations sociales qui le sous-tendent.

Le constat de complexité et de fragmentation de l'action publique traverse la plupart des analyses qui suivent. Il est d'ores et déjà établi par un ensemble de travaux disponibles, et il est bien synthétisé par la problématique d'institutionnalisation de l'action collective¹. Les contributions rassemblées ici permettront d'analyser cette situation et d'en préciser l'appréciation.

L'impression d'éclatement de la gestion locale est probablement grossie par l'effet de loupe produit par une telle construction. Un cadrage « par en bas » entraîne en effet naturellement l'analyste dans un édifice labyrinthique et révèle presque inévitablement l'impossible mise en cohérence territoriale de processus sectoriels définis de façon prépondérante, mais plus exclusive, « par le haut ». La définition des politiques locales comme objet d'analyse et les méthodologies qu'elle impose, mobilisant une pluralité de secteurs et de territoires, mettent facilement en évidence les superpositions et les redondances, les interruptions et les hiatus dans la trame de l'action publique, les contretemps ou

1. P. Duran, J.-C. Thoenig, « L'État et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, 46 (4), août 1996, p. 580-623.

*Transcodé et achevé d'imprimer
par l'Imprimerie Floch
à Mayenne, le 24 juin 1999
Dépôt légal : septembre 1999.
Numéro d'imprimeur : 46043.
Imprimé en France.*



Les politiques locales constituent-elles un terrain d'observation privilégié pour comprendre les transformations plus générales de l'action publique en Europe ? L'hypothèse mérite d'être débattue à l'heure où certaines solidarités nationales s'érodent (en matière d'emploi, de protection sociale, de cohésion urbaine, d'aménagement rural...) et où l'économie se développe sur un mode de plus en plus lié aux flux internationaux de capitaux, d'investissement et même de main-d'œuvre. Un curieux paradoxe veut que le débat sur l'efficacité des interventions publiques place souvent les collectivités territoriales en première ligne. Sollicitées sur des objectifs aussi ambitieux que la lutte contre l'exclusion, l'attractivité du territoire ou la sécurité des individus, ces dernières sont sommées d'inventer des techniques de gestion et des formes de légitimation à la hauteur des défis en présence. En examinant des politiques locales dans plusieurs secteurs d'activité et au sein de différents pays européens, cet ouvrage décrypte cette tendance et ses implications politico-administratives.

On attache notamment une attention particulière à la nature et à la portée des modèles explicatifs centrés sur les « systèmes locaux » dans les différents pays européens. On étudie aussi les spécificités fortes apparues ces dernières années dans la mise en œuvre des politiques publiques locales qui font des interventions publiques un espace d'action collective. Ces spécificités semblent invalider pour partie les grilles classiques d'analyse des politiques publiques (analyse séquentielle, fonctionnalisme, néo-corporatisme...) et ouvrent un champ de réflexion sur la dynamique des institutions. Les pratiques innovantes que cherchent à promouvoir les élites territoriales (services publics locaux, initiatives de développement local, politiques d'intégration) annoncent peut-être des mouvements d'idées moins liés que par le passé aux traditionnelles notions d'intérêt général et de continuité territoriale, et sont révélatrices des nouveaux enjeux et des nouvelles modalités de l'action publique contemporaine.

ONT CONTRIBUÉ À L'OUVRAGE : Marc Abélès, Jean-Bernard Auby, Richard Balme, Arthur Benz, Thierry Berthet, Sylvie Biarez, Olivier Borrax, Didier Chabanet, Michelle Daran, Jacques Donzelot, Vincent Dubois, Patrice Duran, Philippe Estèbe, Alain Faure, William Genieys, Françoise Gerbaux, Michael Goldsmith, Bernard Jouve, Pascale Laborier, Christian Le Bart, Christian Lefevre, Jean-Philippe Leresche, Albert Mabileau, Jean-Louis Marie, Emmanuel Négrier, Marion Paoletti, Edmond Prêteceille, Andrew Smith.



septembre 1999

prix : 245 F

ISBN 2-7246-0769-4



960 620-1